

Ile-de-France

Les élus locaux inquiets du projet du Grand Paris

LA GROGNE monte chez les élus locaux de Paris et de banlieue, à l'approche du bouclage du projet de loi sur le Grand Paris — qui pourrait être validé en Conseil des ministres fin septembre. Beaucoup craignent que l'Etat, et notamment le secrétaire d'Etat chargé du projet, Christian Blanc, impose un texte sans prendre réellement l'avis des élus locaux et des collectivités territoriales.

Une inquiétude relayée aujourd'hui au sein de Paris Métropole, le syndicat de dialogue et d'étude créé à l'initiative de Bertrand Delanoë, qui compte plus de 100 communes et collectivités autour de Paris. Le bureau du syndicat se réunit ce matin pour mettre au point une position commune sur le projet de loi, qui doit être adoptée ensuite par les 100 adhérents. « Il s'agit de faire entendre notre voix et de se faire respecter, résume Jean-Yves Le Bouil-

lonnec, député-maire (PS) de Caen et président de Paris Métropole. Nicolas Sarkozy s'était engagé à ne pas imposer d'en haut un projet qui doit être partagé par tous. Or, les éléments du projet de loi montrent qu'on en est loin : une société du Grand Paris va être créée, elle aura la main sur le tracé du super métro et sur les préemptions urbaines autour ! »

Une position partagée par Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional, et président du Stif. Hier soir, sur France 3, il a jugé « inacceptable en l'état » le projet de loi du gouvernement.

Pour l'instant, le flou règne sur le calendrier du Grand Paris : le projet de loi est toujours annoncé en Conseil des ministres fin septembre, alors que Christian Blanc n'a pas encore auditionné et rencontré tous les partenaires concernés.

S.R.